

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Chers collègues parlementaires.

Il y a des silences qui tuent. Des silences qui, à force de durer, deviennent complices. Aujourd'hui, nous sommes rassemblés non pour débattre froidement d'un conflit lointain, mais pour affirmer une évidence : ce qui se passe à Gaza ne peut plus durer.

Des milliers de vies civiles ont été fauchées, des familles entières rayées de la carte, des enfants enterrés sous les décombres, des écoles et des hôpitaux réduits en cendres. Ce ne sont pas des chiffres, ce sont des visages. Des noms. Des êtres humains. Et l'humanité que nous sommes ne peut pas détourner le regard.

Le grand témoin du siècle, Elie Wiesel, nous a laissé cette vérité à laquelle personne ne peut se soustraire : « Le silence encourage toujours le bourreau, jamais la victime. »

Alors non, nous ne resterons pas silencieux.

Ce que nous voyons aujourd'hui à Gaza est une blessure ouverte au cœur du droit, de la justice, et de la conscience universelle. Les frappes indiscriminées, les blocus qui affament, les bombardements sur les hôpitaux et les camps de réfugiés ne peuvent être justifiés. Ils doivent être condamnés.

Mais nous ne tomberons pas non plus dans la logique des haines symétriques. Car aucune cause ne justifie l'enlèvement et la séquestration d'otages. Aucune lutte ne donne le droit de terroriser des civils et les otages détenus par le Hamas doivent être libérés.

Ce que nous voulons, ce n'est pas désigner un camp contre un autre, c'est appeler à la fin du massacre. C'est affirmer que la paix, la justice et la sécurité sont indivisibles. Qu'aucun peuple n'a vocation à vivre sous les bombes. Qu'aucun enfant ne mérite de grandir dans les ruines et la peur.

Le refus du silence est un devoir. Chers collègues, nous ne pouvons pas rester silencieux, quelle que soit le sort que l'on réserve ordinairement à nos résolutions. Merci donc de soutenir cette résolution pour l'honneur du Jura. Les enfants de Gaza ne peuvent être laissée à l'indifférence de nos institutions démocratiques.

Je vous remercie pour votre attention et pour votre soutien.

Le porteur de la résolution interpartis

Fabrice Macquat, vice-président du Parlement